



Fête de l'Humain d'abord L'Isle Jourdain 2 septembre 2018

Au nom du Comité poitevin Palestine, je voudrais saluer et remercier les organisateurs pour avoir mis cette *Fête de l'Humain d'abord* aux couleurs de la Palestine. Mais direz-vous, pourquoi cet engagement particulier pour la Palestine ? Il y a bien d'autres conflits de par le monde. Pourquoi cette focalisation ?

Dans Médiapart, Ali Saber répond : *C'est qu'Israël, plus que tout autre Etat, est représentatif du climat de notre époque. Il est comme une condensation de ses hantises, de ses mauvais présages, de tout ce qui se joue dans nos sociétés, des divisions qui se mettent en place, du regard et de l'appréhension du monde qui sont appelés, si la trajectoire funeste où nous sommes engagées se confirme, à s'imposer comme les nôtres.*"

Sans vouloir faire un cours d'histoire et entrer trop dans les détails, je voudrais rappeler qu'on ne peut rien comprendre à ce qui se passe en Palestine si on ne se réfère pas à l'état du monde au moment de la Première mondiale. Les Empires coloniaux dominants français et britannique se partagent les dépouilles de l'Empire ottoman. Liban et Syrie passent sous mandat français tandis que Palestine et Irak sont sous tutelle britannique (Accords Sykes Picot 1917). La Grande Bretagne tout en promettant aux Arabes de les aider à reconstruire une grande nation arabe, promet aux Juifs de les aider à construire un foyer national en Palestine (Déclaration Balfour 1918).

Commencée dès la fin du 19^{ème} siècle, la colonisation juive sioniste de la Palestine va s'intensifier sous le mandat britannique et se structurera en véritable proto-Etat avec ses institutions financières, sa diplomatie, sa police, son parlement, son armée. Son but est clairement affirmé : encourager l'établissement intensif de Juifs et acheter des terres pour y installer ces "pionniers". Peu à peu, la puissance britannique qui tente de limiter cette colonisation de peuplement devient gênante pour le mouvement sioniste qui se retourne contre elle et se lance dans ce qu'il appellera *"la Guerre d'indépendance"*. Guerre qui conduira l'AG des Nations Unies le 29 novembre 1947 à adopter la Résolution 181 connue sous le nom de Plan de partage.

A peine la GB eût-elle quitté le sol de la Palestine que Ben Gourion proclame le 14 mai 1948 la création de l'Etat d'Israël déclenchant la guerre contre les pays arabes voisins qui ont rejeté le partage. La victoire d'Israël se fera au prix de l'expulsion de 750 000 Palestiniens, l'anéantissement de 500 villages et 11 quartiers de villes palestiniens et la conquête de 78% de territoires palestiniens. Massacres, expulsions et conquêtes territoriales ne cesseront de jalonner l'histoire d'Israël pour satisfaire son objectif "le plus de territoires palestiniens avec le moins de Palestiniens".

Une grande partie des Palestiniens chassés trouvent refuge dans la Bande de Gaza. Aujourd'hui leurs enfants et petits-enfants représentent 75% des 2 millions de Gazaouis. Ce sont eux qui, depuis le 30 mars dernier, ont entrepris de manifester dans ce qu'ils ont appelé la **Marche du Retour** pour demander l'application de la résolution 194 du 11 décembre 1948 connue sous le nom de Droit au retour et la fin du blocus criminel qui les maintient en situation infra humaine avec absence d'eau potable, d'électricité, de carburant sous des températures caniculaires.

Cette revendication est incompatible avec le projet sioniste qui est et demeure la conquête de la terre palestinienne sans les Palestiniens. C'est pourquoi ordre est donné aux snippers israéliens de les tirer comme des lapins en employant des armes interdites par les conventions internationales telles que gaz, balles dum-dum ou butterfly ou des balles dites standard mais tirés à moins de 100 m et qui déchiquètent les chairs et les os et feront dire à MSF qu'elles infligent des blessures "dévastatrices et d'une sévérité inhabituelle".

Avec les Accords d'Oslo en 1995, la Cisjordanie (3 millions d'habitants) a été divisée en trois zones. La zone A, essentiellement les villes, est sous administration palestinienne. La zone B, autour des villes, est sous administration mixte israélo-palestinienne et la zone C, principalement la Vallée du Jourdain, est sous administration exclusivement israélienne. Mais, quel que soit leur lieu de résidence, les Palestiniens de Cisjordanie sont toujours soumis à l'occupation militaire : barrages routiers, incursions surtout la nuit, limitation des permis de construire et d'aménagement, expulsion sans indemnisation ... Ils subissent aussi la répression des forces de police de l'Autorité palestinienne qui joue le rôle de supplétif de l'armée et de la police israéliennes dans une coopération sécuritaire aussi scandaleuse qu'efficace pour Israël.

Les 320 000 Palestiniens de Jérusalem (40% de la population de la ville) sont cantonnés dans la partie est de la ville, annexée par Israël en 1967. Ils ont un statut de résident qui ne leur donne pas droit à une pleine citoyenneté. Ils sont soumis à l'offensive des colons pour judaïser la ville et qui leur volent leur maison, leur commerce et leur espace vital. L'accès à toute marchandise palestinienne, notamment agricole y est interdit. La reconnaissance par les Etats-

Unis de la réunification de la ville et de son statut de capitale suivi du transfert de leur ambassade dans celle-ci est un nouveau coup porté et une atteinte de plus au droit international.

Une troisième catégorie, si on peut dire, de Palestiniens sont les 1 800 000 Palestiniens d'Israël. C'est-à-dire les Palestiniens qui, en 1948, sont restés sur leurs terres qui sont devenues Israël. Ils représentent 20% de la population israélienne. Citoyens israéliens sans la nationalité israélienne, ils sont soumis à une ségrégation de fait que vient de légaliser la loi "Israël Etat-Nation du peuple juif". Ils sont soumis aux mêmes menaces que leurs frères de Cisjordanie quant au vol de leurs terres ou aux restrictions de permis de construire et sont privés du droit d'enseigner et de commémorer leur histoire. De plus, n'ayant pas le droit d'effectuer leur service militaire ils sont également privés d'accès à un certain nombre d'emplois.

Enfin, il y a les 5,5 millions de réfugiés palestiniens, disséminés en Palestine et dans le monde, recensés par l'UNRWA et pour lesquels le droit au retour est un droit inaliénable. Or Israël et les Etats-Unis font pression pour que l'UNRWA, organisme dédié aux Palestiniens dans la foulée de la guerre de 1948, transmette ses responsabilités au Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés, ce qui ferait perdre le caractère spécifique des réfugiés palestiniens et la transmission dudit statut aux descendants des réfugiés de 48. Et pour commencer, les Etats-Unis ont réduit drastiquement le montant des fonds alloués à l'UNRWA, conduisant l'agence à réduire le montant de ses aides et à licencier du personnel.

Nous venons de passer un mois en Palestine et je peux vous dire que, malgré ce que je viens de décrire, ce que nous avons vu nous a plutôt encouragés.

Même si la corruption de l'Autorité palestinienne et le gaspillage d'argent dans des projets parfois pharaoniques sans efficacité sociale nous ont été partout largement commentés, même si l'USAID ou l'Union européenne sont présentes dans nombre de financements de projets qu'elles imposent sans tenir compte des besoins de la population, même si la coopération sécuritaire entre l'Autorité palestinienne et Israël est vécue comme une véritable trahison, d'autres facteurs sont à souligner qui nous conduisent à renforcer la lutte avec ce peuple courageux.

D'abord et avant tout, la réaffirmation de l'unicité du peuple palestinien malgré toutes les tentatives pour opposer les Gazaouis aux Jérusalémites ou les Cisjordaniens aux Palestiniens de 48. Tous se sentent concernés et mobilisés par ce qui arrive à l'un d'entre eux, quel que soit son lieu de résidence, sa confession, son appartenance politique. Tous soutiennent les manifestations dans la Bande de Gaza. Tous se réjouissent quand un prisonnier est libéré et lui font un chaleureux comité d'accueil. Tous profitent de la période d'accalmie dans le contrôle de la circulation pour aller voir les amis, la famille dans d'autres zones que la sienne. Très peu choisissent de quitter leur pays. C'est là un point essentiel qui fait que la lutte nationale palestinienne non seulement n'est pas perdue mais est bien vivante.

Ensuite, une grande soif de vie se manifeste par des investissements tout azimut, aussi bien matériels (construction, achats de terres, développement de commerce et de production), qu'intellectuels (inscription des enfants à l'université, développement de musées, expositions) et une grande joie de vivre.

Bassim Tamimi, le père de la jeune Ahed qui a été emprisonnée pour avoir giflé un soldat israélien après que l'un de ses cousins a été gravement blessé à la tête et qui été libéré le 22 juillet, nous dit : "Si vous avez peur, c'est de l'occupation. Et ils nous font avoir peur de notre avenir. C'est le capitalisme. C'est pourquoi nous devons mondialiser notre combat. Et unir notre combat contre le capitalisme. Ici, Israël en est son visage. Nous devons commencer, à partir de la Palestine, à apporter la paix au monde. Il n'y aura pas de paix dans le monde tant qu'Israël continuera à occuper la Palestine. C'est pourquoi la troisième intifada sera internationale."

Alors plus que jamais, réaffirmons qu'il est venu le Temps de la Palestine et ensemble engageons-nous :

- contre toute intervention étrangère à l'encontre de nations souveraines ;
- pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ;
- pour le droit au retour des réfugiés palestiniens, droit imprescriptible et inaliénable ;
- pour la libération de tous les prisonniers politiques palestiniens dont notre compatriote Salah Hamouri ;
- pour que le gouvernement français cesse de s'aligner sur les Etats-Unis, retrouve la voie de son indépendance nationale et cesse de traiter Israël en pays ami ;
- pour le boycott d'Israël.

Et réaffirmons haut et fort que non l'antisionisme n'est pas de l'antisémitisme même sous une forme nouvelle !

Vive la Palestine et la Résistance palestinienne ! Vive la solidarité internationale !